



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue Général de Gaulle  
CS90254  
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 09/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AEP GROUP**

ZA Les Pins  
43620 Saint-Pal-De-Mons

Références : UiD4243-EAR-26-139  
Code AIOT : 0005601418

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement AEP GROUP implanté ZA Les Pins BP 13 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AEP GROUP
- ZA Les Pins BP 13 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005601418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AEP GROUP, créée en 1996 à Saint-Pal-de-Mons, est spécialisée dans la fabrication d'emballages en matières plastiques, par extrusion gonflage, impression et découpe sacherie. Elle exploite actuellement 5 sites : les sites A et C sur la ZA Les Pins, le site B sur la ZI Campine, le site D sur la ZI Lachaud sur la commune de Saint-Pal-de-Mons et le site E sur la ZI Les pins II sur la commune de Sainte-Sigolène. Les sites inspectés, objets du présent rapport, sont les sites A et C.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique hors fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant a fait part de son projet de modifier le site C dont l'activité principale était du stockage afin de développer l'activité d'impression. Un porter à connaissance a été transmis afin de présenter le projet. Au regard des informations contenues dans ce porter à connaissance, un dossier de demande d'Autorisation est attendu de la part de l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.4	Sans objet
2	Déchets	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 57	Sans objet
4	Prévention perte granulés	Code de l'environnement du 05/03/2026, article D.541-361	Sans objet
5	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 05/03/2026, article D.541-362	Sans objet
6	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 05/03/2026, article D.541-364	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser une campagne de mesure de rejets des eaux pluviales. Cette campagne de mesure doit être réalisée au moins une fois par an.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après une délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriés. Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du stockage, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un "plan de prévention" type dont le contenu correspond au "permis d'intervention". Il a également présenté un "permis de feu" type. Ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure qui intervient, ou par leur représentant et précisent les consignes particulières qui s'appliquent selon les travaux à entreprendre. L'exploitant a indiqué qu'à la fin des travaux, une surveillance était observée une heure après la fin des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) L'exploitant met en place le registre prévu par l'arrêté du 29 février 2012 susvisé et les bordereaux de suivi de déchets dangereux générés par ses activités comme prévu par l'arrêté du 29 février 2012. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un tableur faisant office de registre de suivi. Dans ce dernier sont rapportées notamment les informations suivantes :

- date d'expédition du déchet ;
- le numéro du bordereau d'expédition ;
- nature du déchet;
- code du déchet
- quantité de déchet sortant;
- nom du transporteur (MJ Valorisation);
- installation réceptionnant les déchets (MJ Valorisation).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes (...)  
 MES : 35 mg/l  
 DCO : 125 mg/l  
 Hydrocarbures totaux : 10 mg/l

**Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'il n'avait aucun rapport d'analyses des rejets d'eaux pluviales.

Il est rappelé à l'exploitant qu'une campagne d'analyses des rejets d'eaux pluviales doit être réalisée au moins une fois par an.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant fera réaliser une campagne de mesure des rejets d'eaux pluviales.  
 Il transmettra à l'inspection le rapport d'analyses ainsi, en cas de dépassement des valeurs limites d'émissions, le plan d'action visant à corriger cette non-conformité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 4 : Prévention perte granulés

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 05/03/2026, article D.541-361

**Thème(s) :** Risques chroniques, Equipement de prévention de rejet

**Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés

aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

**Constats :**

Lors de la visite, il a été constaté, tant sur le site A que sur le site C, que les regards d'évacuation d'eaux pluviales étaient équipés de paniers adaptés afin de retenir les granulés susceptibles d'être répandus sur le sol du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 05/03/2026, article D.541-362

**Thème(s) :** Risques chroniques, Procédure

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

**Constats :**

L'exploitant a présenté plusieurs documents permettant de répondre à tous les points de la prescription.

Lors de la visite, il a été constaté la présence d'affichage afin de sensibiliser le personnel et les tiers à la prévention de la dispersion de granulés plastiques.

Sur les zones de dépotage, il a été constaté la présence de matériels permettant de ramasser les granulés susceptibles d'être répandus au sol (pelle, poubelle).

Le dernier rapport d'audit interne a été réalisé le 15 janvier 2026

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 6 :</b> Audits des procédures par un organisme accrédité
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/03/2026, article D.541-364
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Audit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans par un organisme certificateur indépendant de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le COFRAC, ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport d'audit daté du 4 septembre 2025. La synthèse de ce rapport est publiée sur le site internet de l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite